

Réclamation fiscale et sursis de paiement : quelles garanties ?



© 2023 Les Echos Publishing

Un contribuable qui effectue une réclamation fiscale n'est pas dispensé du paiement de l'impôt contesté dans le délai imparti. Néanmoins, il peut assortir sa réclamation d'une demande de sursis de paiement. Si le montant de l'impôt contesté excède 4 500 €, des garanties « propres à en assurer le recouvrement » (caution bancaire, hypothèque, nantissement de fonds de commerce...) doivent alors être constituées. Sachant que l'administration fiscale peut refuser les garanties qu'elle estime insuffisantes et prendre des mesures conservatoires.

À ce titre, la question s'est récemment posée de savoir si le contribuable pouvait fournir une caution.

Dans cette affaire, une société avait présenté, en garantie d'une demande de sursis de paiement, la caution de sa société-mère. Mais cette garantie avait été rejetée par l'administration fiscale au motif qu'il ne s'agissait pas d'une sûreté réelle.

Une analyse censurée par le Conseil d'État, qui a rappelé que la présentation d'une sûreté personnelle telle qu'une caution figure bien parmi les garanties légalement admises. L'administration fiscale aurait donc dû rechercher si la

caution de la société-mère était suffisante pour garantir le paiement de l'impôt contesté, avant de la rejeter ou de l'accepter.

[Conseil d'État, 12 décembre 2022, n° 453950](#)

© 2023 Les Echos Publishing